

Bulletin officiel des douanes

PRODUITS PETROLIERS

**REGIME FISCAL DES DECHETS
ET RESIDUS D'HYDROCARBURES**

BOD n°6825

du : 26 juin 2009

texte n° 09-042

nature du texte : DA

du : 23/06/09

classement : J.

RP : Produits pétroliers

bureau : F2

nombre de pages : 31

diffusion : EXTERNE

NOR : BCFD0914701C

mots-clés : Déchets d'hydrocarbures, résidus d'hydrocarbures, déchets d'huiles.

Date d'entrée en vigueur du texte : Immédiate

Date de caducité du texte :

Références :

- directive n° 2003/96/CE du Conseil du 27 octobre 2003 restructurant le cadre communautaire de taxation des produits énergétiques et de l'électricité
- loi n° 75-633 du 15 juillet 1975 modifiée relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux
- loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement
- article 265, 265 C et 265 bis du code des douanes
- arrêté du 26 novembre 1996 modifié
- arrêté du 18 octobre 2002
- DA n° 99-088 du 05 mai 1999 (BOD n° 6346 du 19 mai 1999) : Régime de l'usine exercée de valorisation de déchets et résidus d'hydrocarbures
- DA n° 03-040 du 12 mai 2003 (BOD n° 6577 du 27 juin 2003) : Mélange accidentel de produits pétroliers ayant acquitté la fiscalité

Textes abrogés : Règlement particulier « Les produits pétroliers », titre E, chapitre 8, section VIII, « Régime fiscal des déchets et résidus d'hydrocarbures » de février 1998

La présente instruction a pour objet de porter à la connaissance du service et des opérateurs, les modalités d'application du régime fiscal des déchets et résidus d'hydrocarbures, tel qu'il résulte de la transposition de la directive n° 2003/96/CE du Conseil du 27 octobre 2003 restructurant le cadre communautaire de taxation des produits énergétiques et de l'électricité. Désormais, les déchets et résidus d'hydrocarbures sont des produits énergétiques et sont, par conséquent, soumis aux règles de taxation et d'exonération prévues par le code des douanes.

Signé :

L'Inspecteur des Finances,
Chargé de la sous-direction des droits indirects,

Henri HAVARD

SOMMAIRE

I – BASE JURIDIQUE DU REGIME FISCAL

A - Réglementation relative à l'élimination des déchets d'hydrocarbures

B - Régime fiscal applicable

II – CHAMP D'APPLICATION

A - Les produits

1. Les produits exclus du champ d'application

- a) Les produits pétroliers aux normes administratives*
- b) Les huiles lubrifiantes usagées*

2. Les produits entrant dans le champ d'application

- a) Les résidus issus du processus de fabrication des produits pétroliers*
- b) Les déchets d'hydrocarbures*
- c) Les déchets d'hydrocarbures valorisés*

B - Situation fiscale des produits

1. Produits ayant supporté la taxe intérieure de consommation

2. Produits n'ayant pas supporté la taxe intérieure de consommation

- a) Produits sous douane*
- b) Produits ayant bénéficié d'une exonération*

3. Mélanges de produits ayant un statut fiscal différent

C - Champ d'application territorial

III – LES CONDITIONS DE L'EXONERATION

A - En matière de TIC

1. L'établissement de la déclaration fiscale d'accompagnement

2. L'identification du produit

- a) Le classement tarifaire*
- b) La quantité*
- c) La situation fiscale*

3. L'utilisation du produit

- a) La nomenclature des installations classées*
- b) Les installations autorisées à brûler les déchets et résidus d'hydrocarbures*
- c) Modalités d'élimination des déchets et résidus d'hydrocarbures*
- d) Cas particulier des sites de regroupement*

B - En matière de TVA

1. Règles générales

2. TVA applicable aux résidus d'hydrocarbures

3. TVA applicable aux déchets d'hydrocarbures

IV – PROCEDURE

A - Le produit se trouve en régime suspensif

1. Le produit fait l'objet d'une expédition nationale vers un établissement sous douane
 - a) *Procédure à observer préalablement à la sortie du produit*
 - b) *Opérations comptables en entrepôt fiscal de stockage*
 - c) *Déclarations à souscrire*
 - d) *Apurement de l'expédition*
 - e) *Taxation éventuelle des résidus d'hydrocarbures*
2. Le produit est expédié vers une destination hors sujétion douanière
 - a) *Procédure à observer préalablement à la sortie du produit*
 - b) *Apurement de l'expédition et fiscalité applicable*

B - Le produit se trouve hors régime suspensif

1. Le produit générateur a supporté la TIC
 - a) *Procédure à observer lors de la collecte du produit*
 - b) *Apurement de l'opération et fiscalité applicable*
2. Le produit générateur a été exempté ou exonéré de TIC
 - a) *Procédures à observer lors de la collecte du produit*
 - b) *Apurement de l'opération et fiscalité applicable*

ANNEXES

ANNEXE I - Arrêté du 26 novembre 1996 modifié pris pour l'application des modalités de taxation et d'exonération à la taxe intérieure de consommation des déchets et résidus d'hydrocarbures.

ANNEXE I BIS – Arrêté du 18 octobre 2002 modifiant l'arrêté du 26 novembre 1996 pris pour l'application des modalités de taxation et d'exonération à la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers des déchets et résidus d'hydrocarbures.

ANNEXE II - La déclaration fiscale d'accompagnement de déchets et résidus d'hydrocarbures.

ANNEXE II bis - Modalités d'établissement de la déclaration fiscale d'accompagnement de déchets et résidus d'hydrocarbures.

ANNEXE III – Tableau récapitulatif du régime fiscal des déchets, en dehors des cas d'exonération.

ANNEXE IV – Tableau de correspondance de la nomenclature NACE actualisée, relatif aux procédés minéralogiques classés dans la nomenclature NACE sous le code DI 26 « Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques » figurant dans le règlement (CEE) n° 3037/90 du Conseil du 9 octobre 1990 relatif à la nomenclature statistique des activités économiques dans la Communauté européenne.

ANNEXE V – Liste indicative des installations où l'incinération de déchets et résidus d'hydrocarbures est autorisée.

LE REGIME FISCAL DES DECHETS ET RESIDUS D'HYDROCARBURES

I – BASE JURIDIQUE DU REGIME FISCAL

A - Réglementation relative à l'élimination des déchets d'hydrocarbures

- [1] La loi n° 75-633 du 15 juillet 1975 modifiée relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux (articles 1, 2, 8 et 9) pose le principe selon lequel toute personne qui produit ou détient des déchets susceptibles de causer des nuisances, soit en l'état, soit lors de leur élimination, est tenue d'en assurer ou d'en faire assurer l'élimination par des entreprises agréées. Cette loi et la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée sur les installations classées, ont été codifiées aux articles L.541.1 à L.541.50 et L.511.1 à L.517.2 du code de l'environnement.

Le décret d'application n° 77-974 du 19 août 1977 précise notamment que les "**déchets constitués principalement d'hydrocarbures**" sont considérés comme des déchets générateurs de nuisances, et l'arrêté du 4 janvier 1985 institue le **bordereau de suivi de déchets industriels** (BSDI) que le producteur de déchets générateurs de nuisances a l'obligation d'émettre.

- [2] Les autres déchets d'hydrocarbures sont soumis à la réglementation générale sur les installations classées pour la protection de l'environnement, qui prévoit leur **élimination obligatoire** dans des installations d'élimination de déchets industriels classées à la rubrique 167 C de la nomenclature des installations classées (ou autorisées à brûler des **déchets** d'hydrocarbures par arrêté préfectoral, pour les installations agréées avant la parution de la rubrique 167 C).

Les **huiles lubrifiantes usagées** sont exclues de ce régime fiscal. Leur récupération et leur élimination font l'objet d'une réglementation spécifique, basée sur les arrêtés du 28 janvier 1999 qui prévoient notamment **l'agrément des éliminateurs**, ceux-ci étant autorisés, par période de sept ans, à recycler et à régénérer les huiles lubrifiantes usagées ou, à défaut, à les utiliser comme combustible.

B - Régime fiscal applicable

- [3] La transposition de la directive n° 03/96 du Conseil du 27 octobre 2003 restructurant le cadre communautaire de taxation des produits énergétiques et de l'électricité a modifié, notamment, les tableaux B et C de l'article 265 du code des douanes. Les produits de ces deux tableaux composent les produits énergétiques : le tableau B comporte les produits pétroliers, le tableau C les autres produits énergétiques. Lorsqu'ils sont mis en vente, utilisés ou destinés à être utilisés comme carburant ou combustible, ces produits sont passibles d'une taxe intérieure de consommation (TIC).
- [4] Depuis le 1^{er} janvier 2008, les déchets et résidus d'hydrocarbures sont repris aux tableaux B et C de l'article 265 du code des douanes. Ils sont par conséquent des produits énergétiques soumis aux règles de taxation précitées. Seuls les déchets, contenant une part minimale d'hydrocarbure, de la position tarifaire 38 25 90 90 00 ne constituent pas un produit énergétique. Leur combustion, dans les conditions décrites *infra*, n'est pas taxable.
- [5] Par ailleurs, il résulte de l'article 2.3 de la directive n° 03/96 du Conseil du 27 octobre 2003 transposé en droit interne à l'article 265. 3 du code des douanes, que tout **hydrocarbure**, à l'exception de la tourbe, autre que ceux pour lesquels un tarif de taxe intérieure de consommation est prévu par le code des douanes ou tout produit mentionné au tableau C du 1, mis en vente, utilisé ou destiné à être utilisé comme combustible, est soumis à la taxe intérieure de consommation au taux applicable pour le combustible équivalent.

Compte tenu de la réglementation relative à l'élimination des déchets, la **possibilité d'exonérer** des droits d'accises, la combustion des huiles lubrifiantes usagées et des déchets d'hydrocarbures, avait été demandée et obtenue par la France en 1994 sur la base de l'article 8.4 de la directive n° 92/81 du Conseil du 19 octobre 1992, abrogée et remplacée par la directive n° 03/96 du Conseil du 27 octobre 2003. Cette dérogation ayant pris fin, il convient, à compter du 1^{er} janvier 2008, d'appliquer les règles de taxation et d'exonération de la directive précitée, transposées en droit interne, notamment aux articles 265, 265 C et 265 *bis* du code des douanes.

- [6] Dans ces conditions, en dehors des cas d'exonération prévus aux articles 265 C et 265 *bis* du code des douanes, la combustion des huiles lubrifiantes usagées, et celle des déchets et résidus d'hydrocarbures, sont taxables.

S'agissant des déchets d'hydrocarbures, il convient de tenir compte de certaines normes environnementales. En effet, quelle que soit la fiscalité applicable, les déchets d'hydrocarbures doivent être incinérés dans des installations d'élimination de déchets industriels classées à la rubrique 167 C du code de l'environnement. Par conséquent, les seules possibilités d'exonérer de TIC la combustion des déchets d'hydrocarbures sont celles décrites aux articles 265 C et 265 *bis* du code des douanes, dès lors que ces déchets sont utilisés comme combustibles dans des installations classées. L'utilisation de déchets d'hydrocarbures comme combustible est fréquente dans le cadre de fabrication de produits minéraux non métalliques, dont la liste des activités figure en annexe IV.

II – CHAMP D'APPLICATION

A - Les produits

1. Les produits exclus du champ d'application

a) Les produits pétroliers aux normes administratives

- [7] Les spécifications douanières, fiscales et **administratives** des produits pétroliers destinés à être utilisés en tant que carburant ou combustible sont fixées par arrêtés interministériels. Naturellement, les produits pétroliers répondant à ***l'ensemble*** des spécifications requises ne peuvent constituer des déchets ou des résidus (ce sont la fabrication ou l'usage des produits pétroliers qui se trouvent être à l'origine des résidus et déchets).

b) Les huiles lubrifiantes usagées

- [8] La collecte et l'élimination de ces produits sont réglementées, de telle sorte que ***toute combustion de lubrifiants usagés en dehors des installations des éliminateurs agréés est interdite***. La combustion de ces produits, effectuée dans ces installations, est exonérée de la taxe intérieure de consommation, dans les cas d'exonération prévus aux articles 265 C et 265 *bis* précités. Elle est taxable dans tous les autres cas.

Il convient de noter que la notion d'éliminateur agréé (au sens des articles précités du code de l'environnement et des dispositions des arrêtés du 28 janvier 1999 relatifs à la réglementation sur l'élimination des huiles lubrifiantes usagées) est différente de celle d'éliminateur de déchets industriels classé à la rubrique 167 C.

La combustion de lubrifiants usagés en dehors des installations des éliminateurs agréés constitue :

- une infraction de droit commun à la réglementation environnementale ;
- un fait générateur de la TIC en application du principe d'équivalence décrit au § [5].

2. Les produits entrant dans le champ d'application

a) Les résidus issus du processus de fabrication des produits pétroliers

- [9] Il s'agit des produits résiduels issus du processus de ***fabrication*** des produits pétroliers, c'est-à-dire les résidus des huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux (NC 27 13 90 90 00), les "slurries" issus des craqueurs catalytiques ou autres produits similaires (NC 27 07 99 99 00) ainsi que les huiles de pyrolyse résultant des opérations de vapocraquage (NC 27 07 99 99 00). Ces produits constituent des produits énergétiques et figurent aux tableaux B et C de l'article 265 du code des douanes.

b) Les déchets d'hydrocarbures (ou déchets d'huiles)

- [10] Les produits pétroliers, autres que les résidus issus du processus de fabrication visés au § précédent, constituent des déchets d'hydrocarbures, lorsqu'ils contiennent principalement des huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux, mélangés ou non avec de l'eau (*cf.* note 3 du chapitre 27 de la nomenclature combinée). Ces déchets couvrent notamment :

1. les huiles impropres à leur usage initial (huiles lubrifiantes usées, huiles hydrauliques usées, huiles pour transformateurs usées, par exemple) ;

2. les boues de mazout provenant de réservoirs de produits pétroliers, contenant principalement des huiles de ce type et une forte concentration d'additifs (produits chimiques par exemple) utilisés dans la fabrication des produits primaires ;
3. les huiles se présentant sous la forme d'émulsion dans l'eau ou de mélanges avec de l'eau, telles que celles résultant de débordements de citernes et de réservoirs, de lavage de citernes ou de réservoirs de stockage ou de l'utilisation d'huiles de coupe pour les opérations d'usinage.

Les déchets ne contenant pas principalement des huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux (moins de 70 % en volume) relèvent de la position tarifaire 38 25 90 90 00 (produits résiduels des industries chimiques ou des industries connexes). Bien que ces déchets ne constituent pas des produits énergétiques et ne sont pas taxables lors de leur incinération, ils sont soumis à l'obligation de circuler sous couvert d'une déclaration fiscale d'accompagnement, dans la mesure où la valorisation par décantation de ce type de déchet, permet d'en récupérer aisément la part hydrocarburée.

Les produits pétroliers respectant les seules normes douanières et fiscales (cas de certains polluants, par exemple) ne sont pas considérés comme des déchets d'huiles ou de produits du § [9]. Par conséquent, ces produits pétroliers doivent être classés aux positions tarifaires du chapitre 27.

c) Les déchets d'hydrocarbures valorisés

[11] La valorisation des déchets d'hydrocarbures définis au § [10] peut permettre l'obtention de deux catégories de produits :

- des produits pétroliers qui répondent aux caractéristiques douanières, fiscales et administratives. Dans la mesure où une telle valorisation n'est possible qu'au moyen de techniques relevant du raffinage, le traitement de ces produits ne peut s'effectuer qu'en raffinerie et la mise à la consommation des produits obtenus s'accomplit dans les conditions normales. Ces produits sont donc exclus du champ d'application de la présente instruction conformément aux dispositions du § [7].
- des produits pétroliers qui répondent uniquement aux caractéristiques douanières et fiscales, la valorisation étant en ce cas obtenue par décantation et centrifugation. Ces produits ne constituent plus des déchets aux sens douanier et fiscal du terme, mais deviennent des produits pétroliers taxables sur la base des dispositions de l'article 265.1 du code des douanes.

[12] En revanche, ils demeurent des déchets d'hydrocarbures au regard de la réglementation sur les installations classées pour la protection de l'environnement, notamment à cause des produits nocifs qu'ils peuvent encore receler (chlore, métaux lourds, etc.) et, d'une façon générale, de la variabilité de leurs caractéristiques.

Aussi, un même produit peut constituer à la fois un produit pétrolier après sa valorisation au regard de la fiscalité, et demeurer un déchet d'hydrocarbures (au sens de la réglementation environnementale) si la valorisation a simplement consisté à éliminer l'eau, sans que le produit soit remis aux normes administratives.

Enfin, si la valorisation ne permet pas d'obtenir un produit pétrolier, le produit demeure classé :

- soit aux positions tarifaires des déchets d'huiles (NC 27 10 91 00 00 ou NC 27 10 99 00 90), et sa combustion est taxable en application du principe d'équivalence (article 265.3 du code des douanes). La combustion de ce produit en dehors des installations d'élimination de déchets industriels est également taxable en application de ce principe, sans préjudice de l'infraction de droit commun ainsi commise.
- soit à la position tarifaire des produits résiduels des industries chimiques ou des industries connexes (NC 38 25 90 90 00), et sa combustion n'est pas taxable. Ce sont principalement les déchets ultimes, incinérés pour être détruits.

B - Situation fiscale des produits

1. Produits ayant supporté la taxe intérieure de consommation

[13] Lorsque le produit générateur des déchets a déjà supporté la fiscalité, la combustion des déchets en l'état ou après leur valorisation (que cette valorisation permette ou pas d'obtenir un produit pétrolier) est exonérée de TIC, un même produit ne pouvant supporter deux fois une taxe de consommation.

Toutefois, dans l'hypothèse où le produit pétrolier obtenu après valorisation relève d'un taux d'imposition supérieur à celui du produit générateur des déchets, la combustion du produit ainsi valorisé doit subir la taxation différentielle.

2. Produits n'ayant pas supporté la taxe intérieure de consommation

a) Produits sous douane

- [14] Les résidus et déchets d'hydrocarbures sont générés en partie dans des entrepôts fiscaux de production ou de stockage.

Lorsque ces produits sortent physiquement d'une enceinte douanière, la responsabilité de leur propriétaire demeure engagée sur le plan fiscal jusqu'à l'apurement de l'expédition, dans la limite de l'échéance triennale.

b) Produits ayant bénéficié d'une exonération

- [15] Les produits pétroliers ayant bénéficié d'une exonération et qui ne sont pas détruits après cet usage (solvants, fluides de laminage *etc.*), ainsi que les déchets issus des produits ayant bénéficié d'une exonération (fonds de réservoirs de navire ou d'aéronef) constituent des produits sortis du régime suspensif, mais dont l'usage combustible reste taxable en application du principe d'équivalence du 3 de l'article 265 du code des douanes, qui prévoit que tout hydrocarbure autre que ceux pour lesquels un tarif de taxe intérieure de consommation est prévu par le présent code ou tout produit mentionné au tableau C, mis en vente, utilisé ou destiné à être utilisé comme combustible est soumis à la taxe intérieure de consommation au taux applicable pour le combustible équivalent.

Le propriétaire de ces produits, qui n'est pas entrepositaire agréé dans la plupart des cas, mais qui bénéficie d'une autorisation dans le cadre d'un régime fiscal privilégié, a l'obligation d'indiquer aux acheteurs ou récupérateurs que ces produits sont passibles de la TIC en cas d'usage combustible. A ce titre, il demeure engagé sur le plan fiscal jusqu'à l'apurement de l'expédition, dans la limite de l'échéance triennale.

3. Mélanges de produits ayant un statut fiscal différent

- [16] Dans le cas où un déchet résulte d'un mélange d'hydrocarbures relevant de statuts fiscaux différents (acquitté, sous douane, exonéré), il appartient à son détenteur d'en apporter la preuve par tous moyens utiles (factures, *etc.*) et d'indiquer notamment la proportion de chacun des produits selon leur situation fiscale, préalablement à leur collecte.

A défaut, l'ensemble du mélange est considéré comme un produit dont la combustion est passible de la TIC.

C - Champ d'application territorial

- [17] Il s'agit du territoire métropolitain de la France.

III – LES CONDITIONS DE L'EXONERATION

A - En matière de TIC

- [18] Pour bénéficier de l'exonération de TIC, les déchets et résidus d'hydrocarbures entrant dans le champ d'application de cette instruction doivent :

- faire l'objet d'une déclaration fiscale ;
- être passibles de la TIC ;
- être brûlés dans des installations d'élimination de déchets industriels classées à la rubrique 167 C du code de l'environnement *et* utilisés comme produits énergétiques dans le cadre des cas d'exonérations prévus par la loi pour un usage combustible, c'est-à-dire :
 - dans certains cas relatifs au double usage, tels que les procédés métallurgiques ou de réduction chimique (2° du I de l'article 265 C du code des douanes) ;
 - lorsqu'ils sont utilisés dans un procédé de fabrication de produits minéraux non métalliques, classé dans la nomenclature statistique des activités économiques dans la communauté européenne, telle qu'elle résulte du règlement (CEE) n° 3037/90 du 9 octobre 1990 du Conseil, sous la rubrique « DI 26 » (3° du I de l'article 265 C du code des douanes) ;
 - pour la production d'électricité (*a*) du 3 de l'article 265 *bis* du code des douanes).

- [19] Dans la mesure où la loi ne prévoit que trois cas d'exonération de TIC pour un usage combustible des produits énergétiques, les déchets et résidus d'hydrocarbures ne peuvent pas bénéficier de certaines exonérations reprises aux articles 265 C et 265 *bis* du code des douanes (certains cas de double usage, usage autre que carburant ou combustible). Par ailleurs, l'utilisation des déchets et résidus d'hydrocarbures pour la production d'électricité ou dans le cadre d'un double usage est très rare dans la mesure où ces produits énergétiques sont des combustibles de substitution qui ne sont pas aux normes et que les fours dans lesquels ils sont incinérés doivent être classés à la rubrique 167 C du code de l'environnement.

1. L'établissement de la déclaration fiscale d'accompagnement (DFA)

- [20] L'arrêté du 26 novembre 1996 du ministre délégué au budget, modifié par l'arrêté du 18 octobre 2002, a institué la déclaration fiscale d'accompagnement des déchets et résidus d'hydrocarbures (*cf.* annexes I, I bis II et II *bis*). La DFA doit être établie par quiconque produit des déchets et résidus d'hydrocarbures conformément aux modalités figurant à l'annexe II *bis*. Tout manquement à cette obligation est constitutif d'une infraction relevant des articles 410 ou 411 du code des douanes.

2. L'identification du produit

a) Le classement tarifaire :

- [21] Les produits entrant dans le champ d'application de cette instruction relèvent de l'une des positions suivantes :
- NC 27 07 99 99 00 pour les "slurries" issus des craqueurs catalytiques et autres produits similaires non solides ainsi que les huiles de pyrolyse (produit repris au tableau C du 1 de l'article 265 du code des douanes) ;
 - NC 27 10 91 00 00 pour les déchets d'huiles contenant des diphényles polychlorés (PCB), des terphényles polychlorés (PCT) ou des diphényles polybromés (PBB) (produit repris au tableau C du 1 de l'article 265 du code des douanes) ;
 - NC 27 10 99 00 90 pour les déchets d'huiles autres ne contenant pas des diphényles polychlorés (PCB), des terphényles polychlorés (PCT) ou des diphényles polybromés (PBB) (produit repris au tableau C du 1 de l'article 265 du code des douanes) ;
 - NC 27 13 90 90 00 pour les résidus des huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux (produit repris au tableau B du 1 de l'article 265 du code des douanes) ;
 - NC 38 25 90 90 00 pour les produits résiduels des industries chimiques ou des industries connexes qui contiennent une part d'huiles minérales aux sens douanier et fiscal du terme. Les déchets qui relèvent de cette position tarifaire ne peuvent avoir pour destination légale que des installations classées à la rubrique 167 C du code de l'environnement pour y être détruits, mais ils ne sont pas taxables.

b) La quantité :

- [22] Elle est indiquée sur la DFA. S'agissant de résidus de fabrication ou de déchets d'hydrocarbures, la quantité est toujours exprimée en poids (kg).

c) La situation fiscale :

- [23] La DFA sert notamment à déterminer la situation fiscale des produits générateurs des déchets d'hydrocarbures. Elle doit être souscrite, pour les produits issus du régime suspensif (usines exercées ou entrepôt fiscal de stockage), par l'entreprenneur agréé propriétaire de ces déchets (ou au nom de celui-ci par le titulaire de l'établissement).

Dans tous les autres cas, il incombe au propriétaire des déchets de servir ce document, le rôle du collecteur-transporteur (ou de l'acheteur en cas d'achat sans intermédiaire) étant de s'assurer de l'émission de la déclaration, sous réserve des dispositions du § [57] ci-après. Chaque lot collecté est ainsi identifié du point de vue fiscal (acquitté, sous douane, exonéré), quand bien même ce lot fait l'objet d'un mélange dans une cargaison.

En l'absence d'une telle indication sur la déclaration fiscale d'accompagnement, les déchets doivent être considérés comme des ***produits passibles de la TIC***, jusqu'à preuve du contraire.

3. L'utilisation du produit

a) La nomenclature des installations classées

- [24] La nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (décret du 20 mai 1953 modifié notamment par le décret n° 96-197 du 11 mars 1996) prévoit ***trois rubriques pour les installations de combustion*** autres que celles traitant simultanément et principalement des ordures ménagères. Ces rubriques se distinguent en fonction de la ***nature*** des combustibles utilisés :
- la rubrique **2910 A** pour les installations d'une puissance thermique supérieure à 2MW, qui consomment exclusivement, seul ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse (sous réserve que cette biomasse se présente à l'état naturel et ne soit ni imprégnée ni revêtue d'une substance quelconque) ;

- la rubrique **2910 B** pour les installations d'une puissance thermique supérieure à 0,1 MW lorsque les produits consommés seuls ou en mélange sont différents de ceux visés à la rubrique 2910 A ;
- la rubrique **167 C** pour les installations d'élimination de déchets industriels, cette notion de déchets industriels comprenant les déchets d'hydrocarbures classés comme déchets générateurs de nuisances aux termes du décret n° 77-974 du 19 août 1977 précité.

Il est précisé que seuls les produits pétroliers répondant aux normes douanières, fiscales et administratives peuvent être utilisés comme combustible dans les installations reprises à la rubrique 2910 A.

En revanche sont autorisés dans des installations classées 2910 B de la nomenclature, les produits pétroliers répondant seulement aux normes douanières et fiscales.

Par conséquent, la seule destination autorisée pour les déchets d'hydrocarbures demeure l'incinération dans les établissements classés 167 C.

b) Les installations autorisées à incinérer les déchets et résidus d'hydrocarbures

- [25] Une liste indicative des installations habilitées à brûler des déchets et résidus d'hydrocarbures figure en annexe V. Outre les installations classées à la rubrique 167 C, cette liste comprend également des installations autorisées par arrêtés préfectoraux à **brûler des déchets d'hydrocarbures**, et qui, compte tenu de la date de l'autorisation, n'ont pu être classées à la rubrique 167 C, créée le 9 juin 1980.

Au fur et à mesure de la délivrance ou du retrait des habilitations préfectorales, cette liste est appelée à évoluer. Aussi, le service doit vérifier au vu de l'arrêté, le classement de l'installation et éventuellement auprès de la DRIRE concernée que cette installation - et plus précisément la chaudière utilisée - est explicitement classée par un arrêté préfectoral à la rubrique 167 C.

c) Modalités d'élimination des déchets et résidus d'hydrocarbures

- [26] Pour bénéficier de l'exonération de la TIC, les produits doivent être **incinérés** dans un four ou un incinérateur spécifiquement classé par arrêté préfectoral pour l'élimination de déchets industriels d'une part et, d'autre part, ils doivent être **utilisés** comme produits énergétiques en tant que combustible aux cas prévus aux § [18] et [19]. Le stockage, le tri ou tout autre traitement ne peuvent être considérés, sur le plan fiscal, comme une élimination de ces produits.

L'incinération des déchets d'hydrocarbures s'effectue soit directement dans le four, soit par injection dans le four au moyen d'une tuyère ou d'un brûleur.

Dans la mesure où les déchets hydrocarbonés relevant de la position tarifaire 38 25 90 90 00 ne sont pas des produits énergétiques, ils ne sont pas taxables, quand bien même leur incinération dans des installations classées à la rubrique 167 C du code de l'environnement est obligatoire.

Certaines installations classées à la rubrique 167 C comprennent une **chaudière**, elle-même classée aux rubriques 2910 A (combustible aux normes, c'est-à-dire du fioul domestique ou du fioul lourd) ou 2910 B (autre combustible autorisé par les DRIRE). Ces chaudières contribuent, notamment par la fabrication de vapeur, à l'incinération des déchets industriels. L'utilisation d'un déchet valorisé dans ces chaudières, soit en substitution à un combustible aux normes, soit en tant que produit autorisé, est **taxable** si leur combustion s'effectue dans le cadre de procédés **autres** que ceux décrits aux § [18] et [19].

d) Cas particulier des sites de regroupement des déchets et résidus d'hydrocarbures

- [27] Les centres de pré-tri, ou de regroupement des déchets, voire de prétraitement, s'intègrent dans le schéma producteur-élimination ou producteur-usine exercée de valorisation. Les établissements de ces centres ne peuvent pas être placés sous le régime de l'usine exercée puisqu'ils ne procèdent pas à des opérations de valorisation des déchets d'huiles en vue d'obtenir des combustibles de substitution. Un simple stockage de déchets dans des bacs ne peut être assimilé à une opération de valorisation.

Ces centres sont autorisés, d'une part, à recevoir des déchets de nature et de statut fiscal et douanier différents et, d'autre part, à les mélanger entre eux.

Dans la mesure où ces établissements sont hors sujétion douanière, il est nécessaire pour le service des douanes d'assurer un contrôle efficace du suivi de ces produits sous douane ou exonérés, comme en acquitté, et de vérifier la destination légale et le bien fondé de l'exonération de TIC accordée aux déchets et résidus d'hydrocarbures incinérés dans les conditions décrites aux § [18] et [19] ci-dessus. Ce contrôle est effectué, notamment, sur la base de l'article 63 ter du code des douanes.

[28] À cet effet, les exploitants de ces établissements sont tenus :

- 1) de déclarer l'existence et la cessation d'activité de leur établissement à l'administration des douanes ;
- 2) de tenir, par établissement de stockage, une comptabilité matières des déchets qui fasse apparaître de façon hebdomadaire :
 - les quantités reçues, par espèce tarifaire et par statut fiscal et douanier (il est impératif de distinguer le volume des déchets dont les produits générateurs ont acquitté la TIC, de ceux qui sont issus de stocks sous douane ou exonérés) ;
 - les quantités sorties, par destinataire, ce dernier ne pouvant être qu'une installation d'élimination de déchets industriels classées à la rubrique 167 C, ou une usine exercée de valorisation ;
 - les quantités en stock, par espèce tarifaire et par statut fiscal et douanier.
- 3) émettre et apurer, lors de l'entrée ou de la sortie des déchets de l'établissement, des déclarations fiscales d'accompagnement (DFA), quel que soit le statut fiscal et douanier du déchet d'hydrocarbure. Ces documents doivent être conservés pendant 3 ans.

B - En matière de TVA

1. Règles générales

[29] L'article 261 3 2° du code général des impôts, prévoyant une exonération de TVA applicable aux déchets neufs d'industrie et aux matières de récupération, a été abrogé par la loi n° 2007-1824 du 25 décembre 2007 (article 57).

Il résulte de cette abrogation que les livraisons de déchets et résidus d'hydrocarbures sont normalement soumis au régime de TVA de droit commun.

2. TVA applicable aux résidus d'hydrocarbures

[30] Les résidus de fabrication sont des produits énergétiques au sens de l'article 2 de la directive 03/96 précitée et de l'article 265 du code des douanes.

Ils relèvent de deux positions tarifaires, l'une étant reprise au tableau B du 1 de l'article 265 du code des douanes (27 13 90 90 00), l'autre au tableau C du 1 de ce même article (27 07 99 99 00).

Pour les résidus d'hydrocarbures repris au tableau B du 1 de l'article 265 du code des douanes, le régime applicable est celui de l'article 298 du code général des impôts, aux termes duquel la TVA est acquittée auprès de l'administration des douanes.

Les résidus d'hydrocarbures repris au tableau C du 1 de l'article 265 du code des douanes sont normalement soumis au régime de TVA de droit commun, due en raison de la livraison du produit. La taxe est déclarée, liquidée et payée auprès des services de la Direction Générale des Finances Publiques.

Ce régime s'applique également lorsque ces résidus sont traités comme des déchets dans des installations d'élimination de déchets industriels.

3. TVA applicable aux déchets d'hydrocarbures

[31] Les articles 261 3 2° et 260 E du code général des impôts ont été abrogés par l'article 57 de la loi n° 2007-1824 du 25 décembre 2007 de finances rectificative pour 2007.

Il résulte de cette abrogation que les livraisons de déchets d'hydrocarbures, repris au tableau C du 1 de l'article 265 du code des douanes, sont normalement soumis au régime de TVA de droit commun, due en raison de la livraison du produit. La taxe est déclarée, liquidée et payée auprès des services de la Direction Générale des Finances Publiques.

[32] Lorsque les déchets d'hydrocarbures sont valorisés de telle sorte qu'ils répondent au moins aux normes douanières et fiscales des produits pétroliers (ou à un produit du tableau B de l'article 265 du code des douanes), le régime applicable est celui de l'article 298 du code général des impôts, aux termes duquel la TVA est acquittée auprès de l'administration des douanes.

IV – PROCEDURE

A - le produit se trouve en régime suspensif

1. Le produit fait l'objet d'une expédition nationale vers un établissement sous douane

- [33] Dans la mesure où les déchets et résidus d'hydrocarbures ne sont pas soumis à l'article 20 de la directive 03/96, ils n'ont pas l'obligation de circuler sous couvert d'un document d'accompagnement. On ne peut donc pas expédier ces produits "sous douane", mais simplement vers un établissement sous douane. C'est pourquoi les documents habituellement utilisés pour l'expédition des produits pétroliers (DSPA ou DSPC) sont remplacés par la DFA.

Le fait que ces produits soient passibles de la TIC en fonction de leur utilisation, rend l'expéditeur fiscalement responsable de cette utilisation, jusqu'à leur prise en compte dans un établissement sous douane.

Enfin, la circulation des produits entre deux établissements sous douane bénéficie :

- lorsque les produits répondent aux spécifications d'un produit pétrolier tout en constituant des déchets d'hydrocarbures au sens administratif du terme, d'une suspension de la TVA en application de l'article 298 du CGI ;
- lorsque les produits sont des déchets d'hydrocarbures ne répondant ni aux normes administratives, ni aux normes douanières et fiscales d'un produit pétrolier :
 - d'une imposition à la TVA dans les conditions exposées au § [31] ;
 - ou, à défaut, d'une suspension de TVA selon les dispositions de l'article 277 du CGI.

a) Procédure à observer préalablement à la sortie du produit

- *S'agissant de déchets d'hydrocarbures*

- [34] Information du service des douanes : les titulaires d'établissements sous douane doivent informer le bureau de douane de rattachement au moins dix jours avant l'opération de collecte des déchets, ce délai n'étant toutefois pas applicable aux usines exercées de raffinage dans lesquelles un service des douanes est présent.

- [35] Détermination des quantités :
- en usine exercée de raffinage, le contrôle du service des douanes consiste en un contrôle physique des quantités, le poids étant inscrit dans la DFA ;
 - en entrepôt fiscal de stockage, le service procède à un contrôle des opérations de collecte et de mesurage des déchets. Ce contrôle a un double but :
 - d'une part, déterminer le poids des déchets d'hydrocarbures pour l'établissement de la DFA ;
 - d'autre part, déterminer **le volume d'eau contenu dans les déchets**, afin de minorer, en cas d'admission en franchise, le stock sous douane du produit générateur de la part anhydre du déchet.

Le mesurage peut intervenir sur bac ou par pesée du moyen de transport.

Le mesurage sur bacs peut s'effectuer en cas de transfert du produit générateur du déchet vers un autre bac ainsi que l'illustre l'exemple ci-après. Dans ce cas, il convient de mesurer, avant ce transfert, le niveau des bacs expéditeur et destinataire, puis celui du bac destinataire après transfert du produit noble et de déterminer ainsi le volume reçu sur le bac destinataire. Ce volume sera déduit du volume initial du bac expéditeur pour obtenir le volume des déchets.

Exemple :

- volume initial du bac expéditeur : 3 671 340 litres ;
- volume initial du bac destinataire : 4 700 120 litres ;
- volume du bac destinataire après transfert du produit noble : 8 167 700 litres ;
- volume reçu dans le bac destinataire : 8 167 700 litres - 4 700 120 litres = 3 467 580 litres ;
- volume des déchets = 3 671 340 litres - 3 467 580 litres = 203 760 litres.

Le titulaire de l'entrepôt peut également déterminer le volume des déchets par référence au volume des cuves du moyen de transport procédant à la collecte.

La détermination du poids des déchets est effectuée par la pesée du ou des moyen(s) de transport, à vide puis à plein. La densité du déchet est obtenue en divisant le poids de la cargaison par le volume contenu dans la cuve du moyen de transport. Lorsque la cuve est pleine, il est inutile de procéder au mesurage.

[36] Détermination de la qualité : le service des douanes procède à un prélèvement d'échantillon qui doit être reconnu représentatif par le titulaire de l'entrepôt ou de l'usine exercée, afin de déterminer la teneur en eau du déchet. La prise d'échantillon s'effectue de préférence sur le moyen de transport préalablement mouvementé afin d'émulsionner le déchet. L'analyse du déchet peut être effectuée par un laboratoire interrégional des douanes ou, à défaut, par un laboratoire proposé par le producteur, après accord du service des douanes. Dans ce dernier cas, le service des douanes a toute latitude pour définir les modalités de son autorisation et de son contrôle (mention de toute prescription qui lui paraît utile, tel que le délai de communication des résultats, la durée de conservation des échantillons, *etc.*).

Lorsque le camion d'enlèvement des déchets est équipé d'une *cuve barèmée*, sous réserve que cette cuve soit pleine (ou, à défaut, qu'il soit possible de procéder au mesurage du produit contenu dans la cuve), le service des douanes peut autoriser la détermination des parts respectives d'eau et d'hydrocarbures selon la méthode suivante, qui se substitue à l'analyse d'un échantillon en laboratoire :

- détermination du poids de la cargaison par différence entre le poids du camion à vide et chargé (A) ;
- détermination du volume de la cuve du camion par référence au document de barèmage (B) ;
- calcul de la densité de la cargaison en divisant le poids de la cargaison par le volume de la cuve du moyen de transport (C) ;
- prise en compte de la densité du produit générateur du déchet, soit en bac avant évacuation du déchet d'huile, soit par référence à la densité forfaitaire du produit générateur (D) ;
- calcul de la proportion d'hydrocarbures en volume au moyen de la formule suivante :

$$\frac{1 - (C)}{1 - (D)} = (E)$$

- volume d'hydrocarbures faisant l'objet d'un déclassement dans la PSE, soit (B) x (E) = (F) ;
- poids d'hydrocarbures faisant l'objet d'un déclassement (en cas de tenue d'une PSE au poids) = (F) x (D).

Les résultats de ces différentes opérations sont consignés dans un procès-verbal de constat établi par le service.

Exemple : déchets d'hydrocarbures issus de supercarburant.

- poids de la cargaison : 10 500 kg (A) ;
- volume de la cuve du camion : 12 000 litres (B) ;
- densité de la cargaison : 10 500 kg / 12 000 litres = 0,875 (C) ;
- densité forfaitaire du supercarburant : 0,755 (D) ;
- calcul de la proportion d'hydrocarbures en volume (E):

$$\frac{1 - 0,875}{1 - 0,755} = 0,51 \text{ (soit 51 \% d'hydrocarbures) ;}$$

- volume d'hydrocarbures faisant l'objet d'un déclassement dans la PSE :
12 000 litres x 0,51 = 6120 litres (F);
- poids d'hydrocarbures faisant l'objet d'un déclassement dans la PSE :
6120 litres x 0,755 = 4620,6 kg.

- *S'agissant de résidus d'hydrocarbures*

[37] Il appartient au service des douanes de l'usine exercée de raffinage ou pétrochimique de déterminer les modalités de mesurage de ces hydrocarbures, notamment en raison du caractère continu de leur production. Le service détermine également la périodicité des DFA, qui peuvent être émises ponctuellement en cas d'enlèvements par camions ou de façon récapitulative en cas d'acheminement du produit de façon non ponctuelle, par oléoduc privatif par exemple.

Lorsque ces résidus sont utilisés comme combustible au sein de l'établissement qui les a produits, il n'y a pas lieu d'établir une DFA.

La prise d'échantillons de ces résidus aux fins d'analyse reste à l'appréciation du service des douanes et ne revêt pas un caractère systématique.

b) Opérations comptables en entrepôt fiscal de stockage

[38] Si le produit générateur des déchets était réparti entre un stock sous douane et un stock en acquitté, le volume d'hydrocarbures contenu dans les déchets est réparti au prorata de ces stocks.

Le volume d'hydrocarbures contenu dans les déchets imputable au stock sous douane du produit générateur est réparti à due concurrence entre les différents entrepositaires de ce produit. Il fait l'objet d'un déclassement avec dépôt d'une déclaration ponctuelle modèle 041, qui fait apparaître le déclassement par :

- une sortie aux comptes de la PSE du produit considéré ;
- une entrée au compte 27 10 91 00 00 ou au compte 27 10 99 00 90 (déchets d'huiles).

En fin de période (décadaire ou mensuelle), cette opération est reprise dans la déclaration récapitulative des autres opérations.

Dans les entrepôts effectuant des mises à la consommation taxables, les déchets issus des égouttures et du ruissellement des eaux, récupérés dans des décanteurs, sont réputés en acquitté. Dans les établissements ne procédant à aucune mise à la consommation taxable, par exemple les entrepôts d'avitaillement, les déchets récupérés dans les décanteurs constituent des produits réputés ne pas avoir supporté la fiscalité.

c) Déclarations à souscrire

- [39] Quel que soit l'établissement sous douane (EFS ou usine exercée) et le produit (déchet ou résidu), il appartient au producteur du déchet ou résidu de servir la déclaration fiscale d'accompagnement à la rubrique **A** "producteur" en indiquant le statut fiscal du produit, la quantité remise au collecteur-transporteur, la nature du produit et en **mentionnant, à la rubrique "destination", l'établissement sous douane destinataire**.

Si les résultats de l'analyse de l'échantillon ne sont pas connus au moment de l'enlèvement des déchets, la DFA doit comprendre à la rubrique "Désignation" la mention suivante : "analyse en cours". Dans ce cas, le titulaire de l'entrepôt fait parvenir par courrier séparé les résultats de l'analyse à son bureau de douane de rattachement ainsi qu'au destinataire sous douane.

La DFA se substitue à toute autre déclaration de sortie (déclaration simplifiée polyvalente, bons d'expédition ou de transfert, etc.), sauf en cas de mise à la consommation de résidus destinés à un usage taxable.

Ces formalités accomplies, le collecteur-transporteur complète la DFA à la case **B**. Ce collecteur peut-être, notamment en cas de résidus de fabrication, le producteur lui-même.

Quel que soit le cas de figure, le producteur sous douane doit veiller à ce que la rubrique "collecteur-transporteur" soit également servie sur les 6 feuillets de la déclaration avant le départ effectif des produits. Pour ce qui concerne les déchets, le **producteur a l'obligation d'indiquer à la rubrique "désignation" la teneur en eau et en sédiments du déchet** pour chaque cargaison.

- [40] * *S'il s'agit de résidus d'hydrocarbures*, l'établissement sous douane destinataire est généralement une usine exercée (notamment pétrochimique) où le produit a vocation à être utilisé comme combustible, au titre des utilités ou en tant que combustible de substitution taxable à la TIC. En cas d'utilisation du produit en tant que combustible taxable (cf. § [47]), il appartient au destinataire, titulaire d'une usine exercée, de mettre à la consommation les produits précités au moyen d'une déclaration simplifiée polyvalente, déduction faite, le cas échéant, des quantités employées au titre des utilités.

- [41] * *En cas de déchets*, l'établissement sous douane destinataire est normalement une "usine exercée de valorisation de déchets d'hydrocarbures",

- [42] L'exemplaire n°1 de la DFA est conservé par le producteur qui transmet par ailleurs l'exemplaire n° 6 à son bureau de douane de rattachement.

Le collecteur-transporteur conserve l'exemplaire n° 2 et remet au destinataire des déchets ou résidus, les exemplaires n° 3, 4 et 5.

- [43] Outre l'émission d'une DFA, le producteur doit également servir un bordereau de suivi de déchets industriels lorsque la quantité des déchets produits est supérieure à 0,1 tonne par mois ou lorsque le chargement excède 0,1 tonne. Cette disposition ne s'applique pas aux résidus de fabrication susvisés, qui ne sont pas considérés comme des déchets générateurs de nuisances.

d) Apurement de l'expédition

Sauf en cas de mise à la consommation avec acquittement de la TIC, le producteur demeure responsable du paiement des droits et taxes jusqu'à l'apurement de l'expédition.

- Modalités d'apurement

- [44] Le destinataire, titulaire d'un établissement sous douane, doit renvoyer l'exemplaire n° 3 de la DFA qui justifie la prise en charge des produits, dûment complété à la rubrique "destinataire", au producteur au plus tard dans le mois qui suit la date d'expédition.

En cas de perte de ce document lors de son renvoi à l'expéditeur, il est admis qu'une copie de l'exemplaire n° 4 de la DFA dûment complété puisse être fournie en remplacement.

Il incombe également au destinataire d'adresser l'exemplaire n° 5, dûment complété, au bureau de douane de rattachement de son établissement.

- Incidents d'apurement

- [45] En l'absence de retour de la DFA, le producteur sous douane se trouve dans l'impossibilité d'apurer l'opération d'expédition des déchets ou résidus. Il lui incombe par conséquent au terme d'un délai de deux mois à compter de la date de sortie des produits, d'informer, par simple lettre, le bureau de douane de rattachement de son établissement. Au terme d'un délai de quatre mois à compter de la date de sortie des produits, et dans la mesure où la preuve ne peut être apportée que les déchets ou résidus n'ont pas été brûlés dans une installation d'élimination ouvrant droit à exonération, l'intégralité des droits et taxes est exigible sur les quantités de résidus ou, pour les déchets, sur la part d'hydrocarbures qu'ils contiennent, telle qu'elle résulte de l'analyse effectuée préalablement à l'expédition par le producteur sous le contrôle du service des douanes.

Dans ce cas, les taux à retenir sont ceux du produit générateur du déchet au jour de l'établissement de la DFA, dans la mesure où la destination de l'hydrocarbure contenu dans le déchet, qui peut avoir été utilisé comme combustible ou comme carburant, est inconnue.

S'il s'agit d'un résidu, le taux applicable est celui de l'huile minérale à laquelle ce résidu se substituait au jour de l'établissement de la DFA.

Si, dans le délai de quatre mois précité, le producteur apporte la preuve de la régularité de l'opération, il n'est pas redevable des droits et taxes éventuellement dus. Cette preuve, dont la recherche est favorisée par l'identification du collecteur-transporteur sur la DFA, peut être apportée par tous moyens à la satisfaction du service des douanes.

- [46] Manquants constatés

- lors de la circulation du produit, les constatations du service des douanes doivent être consignées à la rubrique C "contrôle" de la DFA. Le producteur est dans ce cas redevable des droits et taxes sur les quantités manquantes de résidus et, pour les déchets, sur la part d'hydrocarbures contenue dans les quantités manquantes.
- à l'arrivée, les manquants constatés par le destinataire font l'objet d'une annotation des exemplaires n° 3, 4 et n° 5 de la DFA à la rubrique C "contrôle". Le producteur est redevable des droits et taxes selon les modalités indiquées dans le paragraphe *supra*.

e) Taxation éventuelle des résidus d'hydrocarbures

- [47] La combustion de résidus d'hydrocarbures dans les ateliers annexes des usines exercées, c'est-à-dire les ateliers qui ne concourent pas à la fabrication de produits énergétiques (au sens de l'article 2 de la directive 03/96 du Conseil du 27 octobre 2003), donne lieu à taxation de ces produits.

Pour déterminer le taux de TIC applicable au résidu utilisé comme combustible de substitution, il convient de se reporter au tableau trimestriel des droits et taxes en vigueur au moment de la mise à la consommation pour appliquer la fiscalité équivalente. De plus, ces combustibles de substitution doivent supporter la TVA de droit commun.

2. Le produit est expédié vers une destination hors sujétion douanière

a) procédures à observer préalablement à la sortie des produits

- [48] Elles sont identiques aux procédures décrites aux § [34] à [39] et [41] à [43], sous réserve que le producteur indique à la rubrique "destination" l'installation d'élimination ou une des autres destinations possibles : exportation, expédition intra-communautaire, combustion dans une installation relevant de la rubrique 2910 B.

En cas de vente des résidus d'hydrocarbures comme combustible taxable, il appartient au producteur, titulaire d'une usine exercée, de mettre à la consommation ces produits au moyen d'une déclaration simplifiée polyvalente.

- [49] En cas d'exportation ou d'expédition, les modalités du contrôle douanier des produits pétroliers usagées, des déchets, des mélanges eau/hydrocarbures, des goudrons sulfuriques ainsi que des résidus goudronneux de raffinage, de distillation ou de traitement pyrolytique, s'effectuent conformément aux dispositions du règlement (CEE) n° 259/93 du Conseil du 1er février 1993 concernant la surveillance et le contrôle des transferts de déchets à l'entrée et à la sortie de la Communauté européenne (exportation vers les pays tiers) et de la loi du 31 décembre 1992 (expédition).

Le règlement communautaire applicable depuis le 6 mai 1994, est fondé sur une notification préalable des transferts de déchets (destinés à être éliminés ou à être valorisés) aux autorités compétentes. La notification est effectuée au moyen du document de suivi.

Les déchets destinés à être valorisés appartiennent à la liste orange par une décision de la Commission du 21 octobre 1994.

L'expédition vers un Etat membre de ces produits, nécessite une autorisation délivrée par le Préfet du département au départ duquel s'effectue le transfert. Cette autorisation peut être écrite ou tacite. En cas d'autorisation écrite, le préfet appose son cachet sur le document de suivi. L'accord tacite intervient au terme d'un délai de 30 jours à compter de la notification et expire une année civile après cette date.

L'exportation vers un pays tiers des déchets destinés à être valorisés est interdite (article 16 du règlement précité), à l'exception des opérations à destination des pays de l'OCDE et des pays parties à la Convention de Bâle ou avec lesquels la Communauté européenne a conclu des accords ou arrangements bilatéraux, multilatéraux ou régionaux.

Dans l'hypothèse où l'exportation est autorisée, le ministre de l'environnement délivre son autorisation en apposant son cachet sur le document de suivi. Cette autorisation peut également être accordée tacitement selon les modalités exposées ci-dessus.

b) Apurement de l'expédition et fiscalité applicable

Le producteur demeure responsable du paiement des droits et taxes jusqu'à l'apurement de l'expédition.

- [50] Incinération des déchets et résidus d'hydrocarbures dans une installation d'élimination de déchets industriels

Il incombe à l'éliminateur de servir la rubrique "destinataire" de la DFA et d'adresser l'exemplaire n° 3 au producteur dans le mois suivant l'expédition des produits.

Ce document dûment complété vaut certificat de destruction et doit être présenté par le producteur à son bureau de douane de rattachement pour emporter l'exonération de TIC si la combustion est réalisée dans les conditions décrites aux § [18] et [19],

- [51] Combustion des déchets et résidus dans une installation autre que d'élimination de déchets industriels

L'utilisation de *déchets* en l'état, ou après valorisation partielle n'aboutissant pas à la régénération du produit (*cf.* § [11]), dans des installations de combustion autres que d'élimination de déchets industriels, est prohibée, sauf autorisation préfectorale spécifique accordée pour un produit particulier présentant des caractéristiques constantes contrôlées par les DRIRE et brûlé dans une installation de combustion relevant de la rubrique 2910B. Ce dernier cas, observé très ponctuellement, demeure exceptionnel.

- [52] S'agissant des *résidus de fabrication*, leur combustion hors sujétion douanière s'effectue normalement dans des installations classées à la rubrique 2910 B. Elle donne lieu au paiement de la fiscalité équivalente de la part du producteur auprès de son bureau de douane de rattachement, si ces résidus sont brûlés dans des conditions autres que celles décrites aux § [18] et [19].

- [53] Expédition ou exportation de déchets ou résidus d'hydrocarbures

Le contrôle douanier s'exerce dans les conditions décrites au § [49].

Si le producteur est lui-même l'exportateur ou l'expéditeur, la DFA sert uniquement de document d'accompagnement sur le territoire national afin d'être présentée à toute réquisition des services douaniers français. Il n'y a pas d'apurement de la DFA auprès du producteur, ce dernier devant toutefois émettre un formulaire de notification, un formulaire de mouvement/accompagnement et une déclaration d'échanges de biens (DEB) en cas d'expédition, ou un document administratif unique (DAU) en cas d'exportation.

En revanche, si l'expéditeur ou l'exportateur est le destinataire français du produit, il incombe à ce dernier d'adresser l'exemplaire n° 3 de la DFA, dûment complété, au producteur. La responsabilité de ce dernier est déchargée dès réception de cet exemplaire, l'accomplissement des diverses formalités liées à la sortie des produits du territoire national incombant au destinataire français susvisé.

B - Le produit se trouve hors régime suspensif

Cette situation ne peut concerner que les *déchets*, dans la mesure où les résidus de fabrication des huiles minérales se trouvent par définition sous régime suspensif, lorsqu'ils sont destinés à être utilisés comme combustible.

S'agissant des produits générateurs des déchets, deux situations sont possibles, selon que ces produits ont supporté la TIC (produits dits "en acquitté") ou ont été exemptés ou exonérés en raison de leur usage.

1. Le produit générateur a supporté la TIC

- [54] Sont compris dans cette rubrique les déchets provenant de produits dits "en acquitté", stockés notamment dans les stations services, les dépôts en "acquitté" des revendeurs, chez des industriels et des particuliers, et même en entrepôt fiscal de stockage pour la part de produits en acquitté.

La combustion des déchets issus de produits "en acquitté" bénéficie de l'exonération de TIC, que ces produits soient brûlés en l'état dans une installation d'élimination 167 C ou utilisés comme combustible après une valorisation permettant leur utilisation dans une installation 2910 A ou 2910 B.

S'ils sont brûlés en l'état, le régime de TVA est applicable selon les modalités décrites au § [31] *supra*. En revanche, si les déchets sont valorisés de telle sorte qu'ils répondent aux spécifications douanières et fiscales d'une huile minérale, la TVA doit être acquittée auprès de l'administration des douanes dans la mesure où l'obtention de tels produits ne peut s'effectuer que sous sujétion douanière.

Toutefois, dans l'hypothèse où un déchet valorisé relève d'une position tarifaire davantage taxée que celle du produit générateur, ce déchet valorisé doit supporter la TIC différentielle.

Ainsi, dans l'hypothèse où le produit générateur est du fioul lourd et que le produit obtenu après valorisation répond aux normes du FOD (ou se négocie au prix du FOD), l'utilisation combustible du produit valorisé est taxable à la TIC du FOD diminuée de la TIC du fioul lourd, l'assiette étant constituée par la quantité de produit effectivement utilisée comme combustible.

a) Procédures à observer lors de la collecte du produit

- [55] Afin que l'utilisateur puisse bénéficier du régime d'exonération précité (ou de la taxation différentielle), il incombe au producteur d'indiquer sur la DFA, outre la quantité et la nature du déchet, la fiscalité supportée par le produit générateur, puis de servir la rubrique "destination", en précisant l'établissement sous douane, l'installation d'élimination ou une autre destination.

Ces formalités accomplies, le collecteur-transporteur complète la DFA à la case B.

Outre l'émission d'une DFA, le producteur doit également servir un bordereau de suivi de déchets industriels (BSDI) lorsque la quantité de déchets produits mensuellement ou le chargement, excèdent 0,1 tonne.

- [56] L'exemplaire n°1 de la DFA est conservé par le producteur.

Le collecteur-transporteur conserve l'exemplaire n° 2 et remet au destinataire le reste de la liasse.

S'agissant de lots de déchets très variables en quantité, la destination effective peut être provisoirement un centre de stockage ou de regroupement. Dans ce cas, le nouveau transport des déchets, après stockage ou regroupement, doit donner lieu à l'émission d'une nouvelle DFA de la part du centre de stockage ou de regroupement, qui est alors assimilé à un producteur de déchets. Le document doit comporter la raison sociale du centre et être servi aux différentes rubriques du cadre A (voir § [27] et [28] ci-dessus).

- [57] En cas de collecte ***hors régime suspensif de déchets "en acquitté" dont le poids est inférieur ou égal à 100 kg***, il est admis, à titre dérogatoire, que le collecteur-transporteur établisse lui-même, sous son entière responsabilité, une DFA récapitulative qui regroupe, dans la limite d'une cargaison, plusieurs collectes inférieures ou égales à 100 kg. La mention "DFA récapitulative" doit alors figurer à la rubrique "raison sociale du producteur" et indiquer le nombre d'opérations de collecte effectuées. En l'absence de ces mentions, les produits sont passibles d'une taxation à la TIC.

A défaut d'analyse, la teneur en hydrocarbures du déchet peut être établie de façon approximative par le collecteur, sur la base des pratiques observées dans la profession. Dans ce cas, le collecteur indique "estimation" à la rubrique "Désignation".

Par ailleurs, il incombe au collecteur-transporteur de conserver durant trois années consécutives, à la disposition de l'administration des douanes, les factures ou documents en tenant lieu relatifs aux collectes ayant fait l'objet d'une DFA récapitulative. Les infractions éventuellement constatées sont réprimées conformément aux dispositions du code des douanes.

b) Apurement de l'opération et fiscalité applicable

- [58] Incinération des déchets dans une installation d'élimination de déchets industriels

Dans un tel cas, le retour de l'exemplaire n° 3 au producteur, dûment complété par l'éliminateur, vaut certificat de destruction.

Cette formalité fiscale est cependant facultative puisque l'éliminateur a l'obligation de renvoyer au producteur l'exemplaire n° 5 du BSDI, conformément aux dispositions de l'article 3 de l'arrêté du 4 janvier 1985 du ministre de l'environnement.

- [59] Entrée du produit dans une usine exercée de valorisation

L'exemplaire n° 3 de la DFA qui justifie la prise en charge des produits par le destinataire, titulaire d'un établissement sous douane, doit être renvoyé, dûment complété à la rubrique "destinataire", par ce dernier au producteur (ou au collecteur en cas de DFA récapitulative) au plus tard dans le mois qui suit la date d'expédition. En cas de perte de ce document lors de son renvoi, il est admis qu'une copie de l'exemplaire n° 4

de la DFA dûment complétée, puisse être fournie en remplacement.

Il incombe également au destinataire d'adresser l'exemplaire n° 5, dûment complété, au bureau de douane de rattachement de son établissement.

[60] Combustion des déchets dans une installation autre que d'élimination de déchets industriels

Dans la mesure où le déchet utilisé légalement comme combustible de substitution dans une installation 2910 B doit avoir des caractéristiques constantes et déterminées (*cf.* § [51]), il ne peut provenir que d'une usine exercée de valorisation. Il incombe au valorisateur, qui procède à une mise à la consommation du produit avec acquittement de la TVA précompte, d'émettre une DFA dont l'apurement est effectué par le retour de l'exemplaire n° 3, dûment complété par l'utilisateur.

[61] En cas d'exportation ou d'expédition, les dispositions du § [49] s'appliquent.

2. Le produit générateur a été exempté ou exonéré

Les produits pétroliers peuvent bénéficier de régimes fiscaux privilégiés d'exemption ou d'exonération de TIC en raison de leur usage.

[62] Tous les produits pétroliers (essences, gazole, fioul lourd, pétrole lampant, white spirit, *etc.*) peuvent être exonérés de TIC lorsqu'ils sont utilisés autrement que comme carburant ou combustible. A cet égard, les principaux usages exonérés sont l'utilisation en tant que matière première, comme solvant ou fluide.

Si certains usages n'engendrent pas de déchets (par exemple l'utilisation en tant que matière première), d'autres se traduisent au contraire par la transformation de la quasi totalité du produit utilisé en déchets (solvants saturés, fluides chargés de particules, *etc.*).

[63] Par ailleurs, les déchets provenant du transport maritime de produits pétroliers doivent être considérés comme issus d'hydrocarbures n'ayant pas supporté la fiscalité, sauf à apporter la preuve du contraire. En effet, ces déchets proviennent soit du combustible utilisé pour la propulsion des navires, auquel cas ce produit a normalement été exonéré de tous droits et taxes (*cf.* § [64] ci-après), soit de tankers transportant des produits pétroliers, auquel cas le produit transporté, qu'il s'agisse de pétrole brut ou d'un produit raffiné, n'a pas acquitté les taxes dues à la consommation en France.

[64] Enfin, le stockage de produits utilisés comme carburant ou combustible mais qui bénéficient d'une exemption de TIC, c'est-à-dire les produits d'avitaillement des bateaux et aéronefs (carburacteur aéronautique et essence d'aviation), génère des déchets (fonds de bacs) soit dans les réservoirs des bateaux et aéronefs, soit dans les dépôts spéciaux d'avitaillement, soit dans les dépôts spéciaux de carburant d'aviation.

[65] L'usage combustible de ces différents déchets dans des procédés autres que ceux décrits aux § [18] et [19], demeure donc taxable à la taxe intérieure de consommation.

a) Procédure à observer lors de la collecte du produit

[66] Quels que soient le lieu de production (usine, dépôt spécial d'avitaillement ou dépôt spécial de carburant d'aviation, bateau de pêche, pétrolier, centre de déballastage, *etc.*) et le produit (solvant usé, fonds de réservoirs ou de bacs, produit de déballastage, *etc.*), il appartient au producteur du déchet de servir la DFA à la rubrique **A** "producteur" en indiquant le **statut fiscal du produit**, la quantité remise au collecteur-transporteur, la désignation et la destination du produit.

[67] S'agissant des déchets issus de dépôts spéciaux d'avitaillement et de dépôts spéciaux de carburant d'aviation, la détermination de la teneur en eau s'effectue selon les modalités exposées au § [35].

Ces formalités accomplies, le collecteur-transporteur complète la DFA à la case **B** en veillant à ce que la rubrique "collecteur-transporteur" soit également servie sur les 6 feuillets de la déclaration avant le départ effectif des produits vers leur lieu de destination.

En cas d'acheminement des déchets par un moyen de transport appartenant au producteur (un oléoduc par exemple), il appartient à ce producteur de servir la case **B** de la DFA.

Une DFA est servie par chaque producteur de déchets, dans la limite d'une cargaison par camion. Ainsi, dans le cas d'un nettoyage de cales de plusieurs bateaux de pêche, il doit être émis autant de DFA que de propriétaires de bateaux. De plus, si le nettoyage d'une cale nécessite deux cargaisons, deux DFA doivent être émises pour couvrir la circulation de chacun des camions. Les dispositions du § [57] ne s'appliquent en aucun cas.

S'agissant de lots de déchets très variables en quantité, la destination effective peut être provisoirement un centre de stockage ou de regroupement. Dans ce cas, le nouveau transport des déchets, après stockage ou regroupement, doit donner lieu à l'émission d'une nouvelle DFA de la part du centre de stockage ou de

regroupement, qui est assimilé à un producteur de déchets. Le document doit comporter la raison sociale du centre et être servi aux différentes rubriques du cadre A (voir § [27] et [28] ci-dessus). Bien entendu, il doit être émis autant de DFA que de lots ayant un statut fiscal différent. Les DFA initialement émises, c'est-à-dire avant le stockage ou le regroupement, doivent être conservées au centre durant une période de trois ans.

Si le lieu précis d'utilisation ou de traitement du produit (coordonnées de l'établissement sous douane, de l'établissement d'élimination, *etc.*) est inconnu au moment de la rédaction de la DFA, le producteur dont la responsabilité reste engagée sur la plan fiscal jusqu'à l'apurement de l'expédition, doit au moins indiquer la destination générale qu'il entend donner à son produit (valorisation sous douane, destruction, *etc.*).

[68] L'exemplaire n°1 de la DFA est conservé par le producteur.

Le collecteur-transporteur conserve l'exemplaire n° 2 et remet au destinataire le reste de la liasse.

Outre l'émission d'une DFA, le producteur doit également servir un bordereau de suivi de déchets industriels (BSDI) lorsque la quantité des déchets produits est supérieure à 0,1 tonne par mois ou lorsque le chargement excède 0,1 tonne.

b) Apurement de l'expédition et fiscalité applicable

[69] **Le producteur du déchet demeure responsable** du paiement des droits et taxes éventuellement dus jusqu'à l'apurement de l'opération.

Dans l'hypothèse où la destination du produit n'est pas indiquée par le producteur, c'est la destination effective donnée aux déchets par le collecteur-transporteur qui engage la responsabilité du producteur.

[70] Incinération des déchets dans une installation d'élimination de déchets industriels

En cas d'incinération de ces produits dans une installation d'élimination de déchets industriels, il incombe à l'éliminateur de servir la rubrique "destinataire" de la DFA et d'adresser l'exemplaire n° 3 au producteur dans le mois suivant l'expédition des produits. Ce document dûment complété vaut certificat de destruction.

Compte tenu de la dispersion de certains producteurs, il est admis que le retour de l'exemplaire n° 3 de la DFA puisse être adressé au collecteur-transporteur, à charge pour ce dernier d'adresser ces documents à ses différents clients producteurs de déchets.

Le régime de TVA applicable est celui exposé au § [31].

[71] Entrée du produit dans une usine exercée de valorisation

Le destinataire, titulaire d'un établissement sous douane, doit renvoyer l'exemplaire n° 3 de la DFA qui justifie la prise en charge des produits, dûment complété à la rubrique "destinataire", au producteur au plus tard dans le mois qui suit la date d'expédition (ou au collecteur-transporteur conformément aux dispositions ci-dessus). En cas de perte de ce document lors de son renvoi au producteur, il est admis qu'une copie de l'exemplaire n° 4 de la DFA dûment complété puisse être fournie en remplacement.

Il incombe également au destinataire d'adresser l'exemplaire n° 5, dûment complété, au bureau de douane de rattachement de son établissement.

[72] En cas d'exportation ou d'expédition, la procédure reste identique à celle décrite au § [49].

ANNEXE I

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES
FRANÇAISE

REPUBLIQUE

direction générale des douanes
et droits indirects

ARRÊTÉ

du 26 novembre 1996
pris pour l'application
des modalités de
taxation et
d'exonération à la
taxe intérieure de
consommation sur les
produits pétroliers des
déchets et résidus
d'hydrocarbures.

Version consolidée

NOR. : ECO D 96

70023 A

Le ministre délégué au budget, porte-parole du
Gouvernement,

Vu le code des douanes, notamment son article 265. 3,

A R R Ê T É :

Art. 1er - Quiconque produit les déchets ou les résidus d'hydrocarbures visés à l'annexe I du présent arrêté est tenu, lors de leur remise à un tiers, d'établir une déclaration fiscale d'accompagnement selon le modèle figurant en annexe II. Cette déclaration indique la provenance, le statut fiscal, la quantité, les caractéristiques et la destination du produit ainsi que l'identité du producteur et, le cas échéant, du collecteur.

Art. 2 - La déclaration fiscale accompagne les déchets ou résidus

d'hydrocarbures jusqu'à destination. La responsabilité du producteur de déchets ou résidus d'hydrocarbures est engagée jusqu'à apurement de la déclaration, qui s'effectue par le retour d'un exemplaire dûment visé par le destinataire, dans un délai d'un mois suivant l'expédition des produits. L'exemplaire visé par le destinataire est renvoyé directement au producteur, ou, à défaut, au collecteur, à charge pour ce dernier de le transmettre au producteur concerné.

Cet apurement est facultatif en cas d'expédition intracommunautaire ou d'exportation des produits effectuée par le producteur et en cas d'incinération dans des installations d'élimination de déchets industriels de produits ayant supporté la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers.

Art. 3 - Lorsque les déchets et résidus d'hydrocarbures sont incinérés dans des installations classées à la rubrique 167 C de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, l'exemplaire dûment complété par le destinataire vaut certificat de destruction.

Art. 4 - La déclaration fiscale d'accompagnement de déchets et résidus d'hydrocarbures se substitue, pour les huiles minérales visées à l'annexe I, au document d'accompagnement éventuellement utilisé pour couvrir, sur le plan fiscal, la circulation nationale de ces produits.

Art. 5 - Les dispositions ci-dessus s'appliquent sans préjudice de celles prévues en matière de transport des matières dangereuses, d'installations classées pour la protection de l'environnement et de déchets générateurs de nuisances.

Art. 6 - Les infractions sont constatées et réprimées, et les instances instruites et jugées conformément aux dispositions du code des douanes.

Art. 7 - Les dispositions du présent arrêté sont applicables à compter du 1er janvier 1997 sur le territoire métropolitain.

Art. 8 - Le directeur général des douanes et droits indirects est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le

Pour le ministre et par délégation,
*le directeur général des douanes
et droits indirects,*

P.-M. DUHAMEL

ANNEXE I

Liste des déchets et résidus d'hydrocarbures visés par le présent arrêté

Code nomenclature douanière	Désignation des produits
2707.99.99	résidus issus des craqueurs catalytiques et autres produits similaires non solides ; huiles de pyrolyse
2710.91.00 et 2710.99.00	Déchets d'huiles non solides, à l'exclusion des huiles lubrifiantes usagées
2713.90.90	Résidus non solides des huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux
3825.90.00	Déchets non solides contenant des huiles de pétrole ou de minéraux bitumeux à titre non principal

ANNEXE I BIS

MINISTERE DE L'ECONOMIE,
DES FINANCES ET DE L'INDUSTRIE

REPUBLIQUE FRANCAISE

direction générale des douanes
et droits indirects

ARRETE

du

modifiant l'arrêté du 26 novembre 1996 pris
pour l'application des modalités de taxation
et d'exonération à la taxe intérieure de
consommation sur les produits pétroliers des
déchets et résidus d'hydrocarbures

NOR BUD D 02 70049 A

Le ministre délégué au budget et à la réforme budgétaire,

Vu le règlement CE n° 2031/2001 de la Commission du 6 août 2001 modifiant
l'annexe I du règlement (CEE) n° 2658/87 du Conseil relatif à la nomenclature
tarifaire et statistique et au tarif douanier commun,

Vu le code des douanes, et notamment l'article 265.3,

Vu l'arrêté du 26 novembre 1996 pris pour l'application des modalités de
taxation et d'exonération à la taxe intérieure de consommation sur les produits
pétroliers des déchets et résidus d'hydrocarbures,

ARRETE :

Art. 1. - L'annexe I de l'arrêté du 26 novembre 1996 susvisé est supprimée et
remplacée par l'annexe suivante :

ANNEXE I

LISTE DES DÉCHETS D'HUILES ET RÉSIDUS D'HYDROCARBURES
VISÉS PAR LE PRÉSENT ARRÊTÉ

CODE Nomenclature douanière	DESIGNATION DES PRODUITS
2707.99.99	Résidus issus des craqueurs catalytiques et autres produits similaires non solides ; huiles de pyrolyse
2710.91.00 et 2710.99.00	Déchets d'huiles non solides, à l'exclusion des huiles lubrifiantes usagées
2713.90.90	Résidus non solides des huiles de pétrole ou de minéraux bitumeux
3825.90.90	Déchets non solides contenant des huiles de pétrole ou de minéraux bitumeux à titre non principal

Art. 2. - Le directeur général des douanes et droits indirects est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le

Le ministre délégué au budget et à la réforme budgétaire,
Pour le ministre et par délégation :
Le directeur général des douanes et droits indirects,

ANNEXE II - La déclaration fiscale d'accompagnement de déchets et résidus d'hydrocarbures.

En 6 exemplaires :

1. *"A conserver par le producteur"*
 2. *"A conserver par le collecteur-transporteur"*
 3. *"A retourner au producteur"*
 4. *"A conserver par le destinataire"*
 5. *"A adresser au bureau de douane par le destinataire sous douane"*
 6. *"A adresser au bureau de douane par le producteur sous douane"*
-



n° 51363#01

Modalités d'établissement de la déclaration fiscale d'accompagnement de déchets et résidus d'hydrocarbures

La déclaration :

- est établie en 6 exemplaires par le producteur
- accompagne le produit (déchet ou résidu d'hydrocarbures) jusqu'à sa destination finale.

Cadre A

Le producteur indique sa raison sociale (ou son nom), son adresse et son numéro de téléphone (l'apposition d'un tampon est admise).

Il précise, sous sa responsabilité, le statut fiscal des produits ayant généré des déchets ou résidus d'hydrocarbures.

Les résidus ne peuvent normalement être générés que par le traitement de produits sous douane. En revanche, les déchets peuvent provenir de produits générateurs ayant un statut fiscal différent (en acquitté, exonéré de TIC ou sous douane). En tout état de cause, il est servi une DFA par producteur de déchets et par statut fiscal du produit générateur, dans la limite d'une cargaison par camion.

Les quantités sont toujours exprimées en poids, quelle que soit la nature du déchet ou résidu. La désignation des produits doit indiquer leur position tarifaire au sein de la nomenclature douanière. A défaut de connaître cette position tarifaire, il convient de préciser s'il s'agit de déchets ou de résidus de fabrication.

La teneur en eau des déchets sous douane ou issus de dépôts spéciaux d'avitaillement des bateaux ou de dépôts spéciaux de carburéacteur doit être déterminée avant l'expédition, par analyse d'un échantillon représentatif ou, lorsque le camion est équipé d'une cuve barémée, sur la base d'un calcul prenant en compte les différences de densité du déchet et du produit générateur. A défaut, il convient d'inscrire "analyse en cours" à la rubrique "Désignation". Cette détermination est facultative pour les autres déchets, la teneur en eau devant toutefois faire l'objet d'une estimation.

Le producteur doit toujours indiquer la destination de ses produits en précisant de préférence l'établissement sous douane, l'installation d'élimination, ou en cas d'expédition intracommunautaire ou d'exportation, le lieu du pays de destination. A défaut de connaître précisément les établissements destinataires, le producteur doit au moins indiquer la destination générale qu'il entend donner à son produit : valorisation sous douane, destruction, exportation expédition intracommunautaire.

Cadre

B

Le collecteur ou le transporteur sert obligatoirement cette rubrique en indiquant la date et le lieu de la collecte. Il appose sa signature ainsi que le cachet de son entreprise sur tous les exemplaires de la liasse.

Cadre

C

Cette rubrique intitulée "contrôle" est destinée à recueillir les observations éventuelles du, service des douanes lors d'un contrôle à la circulation. Dans l'hypothèse où cette rubrique n'a pas été servie par l'administration, le destinataire peut y consigner ses observations dans l'exemplaire n° 3 qu'il retourne au producteur pour apurer l'expédition.

Cadre

D

Le destinataire indique sa raison sociale (ou son nom), son adresse et son numéro de téléphone (l'apposition d'un tampon est admise). Il coche, sous sa responsabilité exclusive, l'une des cases correspondant à la destination effective du produit, puis appose sa signature ainsi que le cachet de son entreprise sur les exemplaires n° 3, 4 et 5 de la déclaration.

ANNEXE III

REGIME FISCAL DES DECHETS D'HUILES DANS DES CAS NON EXONERES

Traitement	Produit	Régime fiscal	
		Produits générateurs en acquitté	Produits générateurs sous douane, exemptés ou exonérés
Destruction Déchets d'huiles incinérés en l'état (y compris après « valorisation énergétique ») dans les établissements classés 167 C ou spécialement autorisés par arrêté préfectoral.	Principalement des déchets ultimes contenant une part d'hydrocarbure, relevant de la position tarifaire 38 25 90 90 00	- Exonération de TIPP, - Paiement de la TVA (DGFIP).	- Exonération de TIPP, - Paiement de la TVA (DGFIP).
Utilisation comme combustible Après ou sans valorisation en usine exercée.	Le produit répond aux spécifications douanières, fiscales et administratives (lorsque ces dernières existent). Un tel produit peut être utilisé dans les installations 2910 A.	<u>Sortie :</u> - exonération de TIPP et des autres taxes, ou taxation différentielle si le produit obtenu doit subir une imposition supérieure à celle du produit générateur des déchets d'huiles, - paiement de la TVA (DGFIP).	<u>Mise à la consommation :</u> - paiement de la TIPP correspondante et des autres taxes, - paiement de la TVA (DGDDI).
	Le produit répond seulement aux spécifications douanières et fiscales, mais ne répond pas aux spécifications administratives. Un tel produit doit être utilisé dans les installations 167 C ou 2910 B.	<u>Sortie :</u> - exonération de TIPP et des autres taxes, ou taxation différentielle si le produit obtenu doit subir une imposition supérieure à celle du produit générateur des déchets d'huiles, - paiement de la TVA (DGFIP).	<u>Mise à la consommation :</u> - paiement de la TIPP (art. 265.1 CD) et des autres taxes, - paiement de la TVA (DGDDI).
	Le produit ne répond à aucune spécification (c'est un déchet d'huile). Un tel produit doit être utilisé dans une installation 167 C.	<u>Sortie :</u> - exonération de TIPP et des autres taxes, - paiement de la TVA (DGFIP).	<u>Mise à la consommation :</u> - paiement de la TIPP (art.265.3 CD) et des autres taxes, - paiement de la TVA (DGFIP).

ANNEXE IV

Procédés de fabrication de produits minéraux non métalliques ouvrant droit à exonération de TIC

Activités reprises sous la rubrique « DI 26 » du règlement (CEE) n° 3037/90 du 9 octobre 1990 du Conseil, et leur nouvelle classification dans la NACE Rév. 2 (la nouvelle nomenclature NACE est issue du règlement CE n° 1893/2006 modifiant le règlement n° 3037/90)

NACE version 1		NACE version 2		
Rubrique DI 26		Division 23		Intitulé des activités
Code NACE	Code NAF	Code NACE	Code NAF	
26.1		23.1		Fabrication de verre et d'articles en verre
26.11	26.1.A	23.11	23.11 Z	Fabrication de verre plat
26.12	26.1.C	23.12	23.12 Z	Façonnage et transformation du verre plat
26.13	26.1.E	23.13	23.13 Z	Fabrication de verre creux
26.14	26.1.G	23.14	23.14 Z	Fabrication de fibres de verre
26.15	26.1.Jp 26.1 K	23.19	23.19 Zp	Fabrication et façonnage d'autres articles en verre, y compris verre technique
26.2		23.2		Fabrication de produits réfractaires
26.26	26.2 L	23.20	23.20 Z	Fabrication de produits réfractaires
26.3		23.3		Fabrication de matériaux de construction en terre cuite
26.30	26.3 Z	23.31	23.31 Z	Fabrication de carreaux en céramique
26.40	26.4 A	23.32	23.31 Zp	Fabrication de briques, tuiles, et produits de construction, en terre cuite
	26.4 B			
	26.4 C			
26.2		23.4		Fabrication d'autres produits en céramique et en porcelaine
26.21	26.2 A	23.41	23.41 Z	Fabrication d'articles céramiques à usage domestique ou ornemental
26.22	26.2 C	23.42	23.42 Z	Fabrication d'appareils sanitaires en céramique
26.23	26.2 Ep	23.43	23.43 Z	Fabrication d'isolateurs et pièces isolantes en céramique
26.24	26.2 G	23.44	23.44 Zp	Fabrication d'autres produits céramiques à usage technique
26.25	26.2 J	23.49	23.49 Z	Fabrication d'autres produits céramiques
26.5		23.5		Fabrication de ciment, chaux et plâtre
26.51	26.51 A	23.51	23.51 Z	Fabrication de ciment
26.52	26.5 C			
		23.52	23.52 Zp	Fabrication de chaux et plâtre
26.53	26.5 E			
26.6		23.6		Fabrication d'ouvrages en béton, en ciment ou en plâtre
26.61	26.6 A	23.61	23.61 Z	Fabrication d'éléments en béton pour la construction
26.62	26.6 C	23.62	23.62 Z	Fabrication d'éléments en plâtre pour la construction
26.63	26.6 E	23.63	23.63 Z	Fabrication de béton prêt à l'emploi
26.64	26.6 G	23.64	23.64 Z	Fabrication de mortiers et bétons secs

NACE		NACE		
version 1		version 2		
Rubrique DI 26		Division 23		
Code	Code NAF	Code	Code NAF	Intitulé des activités
NACE		NACE		
26.65	26.6 J	23.65	23.65 Z	Fabrication d'ouvrages en fibre-ciment
26.66	26.6 L	23.69	23.69 Z	Fabrication d'autres ouvrages en béton, en ciment ou en plâtre
26.7		23.7		Taille, façonnage et finissage de pierres
26.70	26.7 Z	23.70	23.70 Z	Taille, façonnage et finissage de pierres
26.8		23.9		Fabrication de produits abrasifs et de produits minéraux non métalliques n.c.a *
26.81	26.8 A	23.91	23.91 Z	Fabrication de produits abrasifs
26.82	26.8 C	23.99	23.99 Z	Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques n.c.a*
*n.c.a. : non classé ailleurs				

ANNEXE V – Liste indicative des installations où l'incinération de déchets et résidus d'hydrocarbures est autorisée.

I - Installations collectives de traitement des déchets industriels spéciaux

Sociétés	Localisation
SIAP	BASSENS (33)
SODELIF	CARLING (57)
SOTRENOR	COURRIERES (62)
SGTD	DOUCHY-les-NUFFNES (59)
SOLAMAT MEREX	FOS/MER (13)
ELF	LACQ (64)
SEPS	LASTOURS (11)
SARP Industries	LIMAY (78)
DU PONT	LOON PLAGE (59)
SCB	LOURDES (65)
GEREP	MITRY (77)
SOBEGI	MOURENX (64)
ATOCHEM	PIERRE BENITE (69)
AGRIFARM	PITHIVIERS (45)
TERIS	PONT-de-CLAIX (38)
RHONE POULENC	ROCHES-de-CONDRIEU (38)
SOLAMAT	ROGNAC (13)
ATOCHEM	ST AUBAN (04)
ELF	ST AVOLD (57)
TREDI	ST VULBAS (01)
TREDI	SALAISE-SUR-SANNE (38)
SEDIBEX	SANDOUVELLE (76)
TREDI	STRASBOURG (67)
SOLVAY	TAVAUUX (39)
FOURS A CHAUX	VENDEUIL (02)